

Inquantifiable. « Il est impossible de dire s'il y a 70 ou 150 requins à Nouville, a expliqué Sonia Backès. Mais on ne doit pas attendre pour agir. C'est le but de ces rencontres ».

Le plan d'action contre

Cette fois-ci, ils se sont tous mis autour de la table. La province Sud et la mairie de Nouméa ont organisé un symposium entre tous les acteurs locaux concernés par le risque requins. Des discussions parfois vives, qui ont permis de dégager plusieurs priorités, afin de renforcer le plan d'action de prévention contre le risque requins.



C'est en l'auditorium de la province Sud, hier, que la restitution des travaux a été présentée, se clôturant par un débat.

Photos Thierry Perron

Par Jean-Frédéric Gallo

Il y a eu le temps de l'émotion, après l'attaque d'un requin-bouledogue qui a très grièvement blessé le petit Anthony au mois de mai, tandis qu'il nageait avec sa petite sœur à Port-du-Sud. Puis celui de la polémique, lorsque la présidente de la province Sud, Sonia Backès, et la maire de Nouméa, Sonia Lagarde, ont pris la décision, au mois de juin, après plusieurs tentatives d'en relâcher certains plus au large, de prélever et d'euthanasier 20 spécimens jugés sédentarisés dans la rade de Nouville.

Hier, l'heure était aux discussions. Nombreuses, parfois vives, mais constructives. A la province Sud, une soixantaine d'acteurs locaux (associations environnementales, mais également responsables de structures touristiques, SNSM, pompiers de Nouméa ou encore Sécurité civile...) ont collaboré afin de constituer un plan pour lutter contre le risque requin, après avoir réalisé préalablement plu-

sieurs ateliers thématiques lundi. Et si une série de mesures ont été approuvées (lire par ailleurs), les deux options les plus polémiques, la poursuite d'une régulation et la mise en place de filets aux abords des plages, n'ont trouvé aucun consensus.

« Si on me demande en tant que maire si je suis pour un filet à la baie des Citrons ? Je réponds oui. »

« Je remercie tous les participants avec qui nous avons pu échanger sereinement. Nous avons pu voir que l'on manque de connaissances sur les dispositifs mais aussi sur le contexte local, a avancé Julien Chable, président de l'antenne locale de Sea Shepherd. On a vu deux sujets sur lesquels les personnes n'ont pas de connaissance réelle quant aux impacts, qu'ils soient financiers ou psychologiques. Sur l'abattage, que ce soit chez les indécis ou chez les contre, il y avait un manque d'information. Un défaut de connaissance et de lecture scientifique. »



Malgré l'interdiction du shark feeding, les requins sont encore nombreux à quelques mètres du quai des pêcheurs.

Un avis que ne partage pas la capitale de Port-du-Sud, lieu où s'est déroulé le drame d'Anthony.

DES ATTAQUES

« INSUPPORTABLES »

L'un de ses responsables commente : « Depuis hier on a disserté sur la question des filets. Ce qui m'étonne c'est que nous avons pu rencontrer le directeur du Cra (Centre de Ressources et d'Appui pour la réduction du risque requin de La Réunion), qui dispose d'un fort retour

d'expérience. Il nous a assuré que ça fonctionnait très bien à La Réunion et qu'il est actuellement possible d'avoir des filets qui protègent les espèces. Vous parlez toujours de connaissances (en s'adressant aux associations environnementales), mais cela fait 50 ans que l'on parle de requins et on n'avance pas. Il y a des attaques qui sont moins supportables que d'autres. On ne peut pas supporter qu'une dame à Poé meure à cause d'un requin à 10 mètres de la plage. On peut en revanche plus com-

prendre qu'un plongeur qui fait de la chasse sous-marine, dans les passes, se fasse attaquer. On me dit qu'il n'y a jamais eu d'attaques à la baie des Citrons. Mais s'il y en a une demain, quel sera le traumatisme ? Pourquoi ne pas mettre un filet devant un hôtel ou sur une plage connue. Il y a juste la question du coût. » Une idée que ne rejette pas la maire de Nouméa, Sonia Lagarde. « Nous avons une image écornée de la Calédonie. Sur le filet ? Mon j'y suis favorable. Si on me posait la question, je dirais oui, parce que je crois qu'aujourd'hui il est temps de sécuriser au moins une baie de Nouméa. Il n'y a pas eu d'attaque dans la baie des Citrons, mais en permanence, nous avons des alertes. Tous les 10-15 jours, des requins sont dans la baie, même si cela n'est pas rendu forcément public. Les pompiers et les drones surveillent. Je crois qu'on doit réfléchir collectivement. S'il faut dégager des fonds je suis volontaire car j'ai des tas de remontées d'administrés. Cela mérite de poursuivre les enquêtes pour voir quel type de filet on peut mettre, mais le maire que je suis est volontaire. Je ne peux pas accepter que des Nouméens aient peur. »

L'IRD équipe mais...

Laurent Vigliola, chercheur à l'IRD a prévenu : « Marquer un grand nombre d'animaux, c'est un fort investissement. Il faut dissocier l'échantillonnage et la surveillance que l'on peut déjà faire. »

« Je me demande ce que font les requins sédentarisés lorsqu'on arrête de les nourrir. » Sonia Lagarde, maire de Nouméa.

le risque requins se dessine

Des pistes concrètes à court terme

Par J.-F.G.

« Il y a à présent un gros travail de transformation de ce grand nombre de propositions en un plan d'actions concrètes », a conclu Sonia Backès, hôte de ces rencontres. La présidente de la province Sud a d'ores et déjà tracé les grandes lignes de ce qui sera prochainement le plan d'action de lutte contre le risque requin. « On n'attendra pas d'obtenir des connaissances précises pour agir. Il n'y a pas d'espèces supérieures aux autres dans la mer. L'objectif est que l'humain ait également toute sa place dans cet espace. A Nouville, nous sommes face à un dysfonctionnement du comportement des requins, les réponses doivent être différentes ».

La responsable souhaite baguer plus de requins (actuellement 4 le sont), afin de mieux comprendre leur comportement et connaître leurs déplacements. Une étude qui est déjà lancée puisque 43 hydrophones, sorte de balises sonores, sont placés au large de Nouméa. Un outil qui devra être complété par un panel de décideurs.

VIDÉOSURVEILLANCE À NOUVILLE, RÉSEAU SENTINELLE, EXPERTISES...

Parmi les actions envisagées, faisant l'unanimité, la mise en place d'infrastructures et d'équipements pour les plaisanciers et les pêcheurs (récupération des eaux grises et des eaux noires des plaisanciers, gestion des retours de pêche aux mises à l'eau et des déchets, prise en compte des eaux usées de la filière pêche) avec des incitations financières ou fiscales associées, sur un délai de 2 à 5 ans. Autre action prévue, l'accroissement de la sur-



Les autorités souhaitent solliciter les expertises du Centre de Ressources et d'Appui pour la réduction du risque requin de La Réunion, qui est arrivé en mission la semaine dernière.

veillance et du contrôle des pratiques en mer. La création de « sentinelles » sur les plans d'eau et les mises à l'eau est aussi au programme (relais avec les associations, les professionnels de la mer et les ambassadeurs du lagon pour créer un réseau de signalement), tout comme l'installation de caméras de surveillance au quai des pêcheurs où les obser-

« Il faudra mettre en place un processus de signalement volontaire en veillant à établir un partenariat avec le parquet. »

vateurs, malgré la fin du shark feeding, peuvent encore voir affluer des squales dépassant parfois 2,50 m au bord des quais lorsqu'un humain s'approche.

En mer, « il faudra mettre en place un processus de signalement volontaire et de sanctions dissuasives en veillant à établir un partenariat avec le parquet » indiquent Karine Lambert, directrice de l'Environnement de la province Sud et Philippe Jusiak, directeur général adjoint de la mairie de Nouméa, qui ont mené les rencontres. Toujours pour lutter contre les causes de la sédentarisation, le symposium évoque la nécessité d'accélérer le raccordement au réseau collectif des eaux usées à Nouméa et la mise en place d'un schéma directeur d'assainissement sur les autres communes de l'agglomération, de Bourail et de VKP.

Evidemment, la venue du Centre de ressources et d'appui (Cra) pour la réduction du risque requins de La Réunion, offre également l'opportunité de solliciter dans l'avenir l'expertise de spécialistes pour prendre des décisions politiques adéquates.

REPÈRES

Peut mieux faire pour la prévention des risques à Bourail

Invité à participer aux rencontres, Christian Roche, en charge de la surveillance des plages à Bourail, a fait un état des lieux, sur les mesures mises en place sur son secteur depuis l'attaque de requin mortelle en 2016. « J'aimerais que l'on inclue Bourail dans cette réflexion. On croise encore des requins-tigres de parfois trois mètres, et l'étude faite sur les requins par l'IRD a été stoppée, faute de financement ». Concernant les équipements, le responsable a tenu à préciser que « Dans la zone des 300 mètres on sert uniquement d'une planche de surf sur laquelle on est allongés. On avance avec les bras... Et surtout, au-delà des 300 mètres nous avons un semi-rigide qui n'est pas du tout adapté pour intervenir. »

L'opportunité des nouvelles technologies pour la prévention

Développer une application web participative ou encore tester les technologies telles que les drones et les équipements de protection individuelle (répulsif par ondes électriques). La province souhaite intégrer les démarches de promotion d'innovation via une prise en compte au sein des dispositifs comme « Territoires d'innovation » (lire page 7).